UN APPRENTISSAGE PERSONNALISÉ

COURS À L'INTENTION DES ASSOCIÉS, ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS (AAD)

Le cours AAD a été conçu à partir du principe selon lequel les membres de la direction doivent éviter de se laisser enliser dans les détails administratifs et les préoccupations au quotidien.

En tant que décideurs, ils doivent déléguer les responsabilités de sorte que l'entreprise puisse fonctionner avec efficacité et doivent se concentrer plutôt sur les objectifs plus globaux de l'entreprise. Une bonne délégation des tâches permet aux membres de la direction de regarder vers l'avenir et d'aiguiller l'entreprise sur la bonne voie.

Le cours AAD traite des questions qui se rattachent à tous les principaux aspects des activités d'un courtier membre, reconnaissant en cela que les membres de la direction sont responsables non pas uniquement de la division ou de l'unité d'exploitation qu'ils dirigent, mais aussi de l'ensemble des activités de l'entreprise. Les membres de la direction sont aussi responsables envers le chef de la direction et le conseil d'administration et doivent veiller à ce que le courtier membre mène ses activités de façon honorable et dans une optique de rentabilité, tout en se conformant à l'ensemble des règles et des lignes directrices établies dans le secteur.

Le rôle d'un membre de la direction devrait également comprendre une fonction de leadership dans le secteur des valeurs mobilières et dans la collectivité en général. La personne peut, par exemple, prononcer des discours, donner de la formation à d'autres professionnels du secteur ou participer à des comités du secteur ou à des comités gouvernementaux chargés d'élaborer de nouvelles règles ou de nouvelles politiques. Les membres de la direction qui prennent part à ce genre d'activités aident à projeter une image positive du secteur des valeurs mobilières et fournissent aux autres l'occasion d'apprendre de leurs propres expériences. Le cours AAD répond aux besoins des membres de la direction dans ce rôle de maintien et de promotion de l'intégrité du secteur des valeurs mobilières et des marchés financiers.

MATIÈRE DU COURS AAD

Le cours AAD décrit les principaux participants et les principales activités menées dans les marchés financiers au Canada, et traite des aspects dont les membres de la direction ou du conseil d'administration d'une société de courtage doivent tenir compte dans les décisions qu'ils prennent. On y explique en outre la manière dont les courtiers membres évaluent et gèrent les nombreux risques inhérents aux activités qu'ils mènent dans le secteur des valeurs mobilières.

Le cours AAD comprend les douze chapitres suivants :

Le **chapitre 1** présente un aperçu de la réglementation des valeurs mobilières et des marchés des capitaux au Canada et décrit les principaux intervenants dans la réglementation des marchés des capitaux canadiens ainsi que leur rôle respectif.

Le **chapitre 2** traite de la résolution des conflits d'ordre éthique. Il fournit un processus pour aider à prendre des décisions conformes à l'éthique, particulièrement dans des dilemmes faisant intervenir un choix entre « le bien » et « le bien ».

Le **chapitre 3** traite des principes généraux de la gouvernance d'entreprise ainsi que des grands concepts et des enjeux de la gouvernance d'entreprise dans le secteur des valeurs mobilières au Canada. Il traite aussi plus particulièrement des bonnes pratiques de gouvernance qui sont essentielles au niveau de la direction.

Le **chapitre 4** porte sur les fonctions et les responsabilités générales qui incombent aux administrateurs et aux dirigeants d'une société. On y traite aussi des mesures qui peuvent être prises pour prévenir la responsabilité pouvant découler de la conduite et des décisions des administrateurs. Le chapitre se termine par une description des fonctions et responsabilités particulières des dirigeants et administrateurs des courtiers membres d' autorité des Marchés financiers.

Le **chapitre 5** aborde la notion du risque et explique de quelle façon les risques peuvent être gérés dans le secteur des valeurs mobilières. On y explique notamment que le contrôle des risques est un élément fondamental des responsabilités qui sont attribuées à un membre de la direction.

Le **chapitre 6** porte sur les risques particuliers qui se rattachent aux différentes unités d'exploitation d'un courtier membre et sur les lignes directrices qui ont été établies quant aux politiques et procédures qui devraient – et qui doivent souvent – être mises en place afin que les courtiers membres se conforment aux Règles d' autorité des Marchés financiers et aux règlements gouvernementaux. On y présente aussi en détail les exigences en matière de surveillance qui sont énoncées dans la réglementation du secteur.

Le **chapitre 7** traite de ce qui pourrait arriver si un participant du secteur des valeurs mobilières manquait à ses obligations réglementaires. Il sera question notamment des enquêtes internes des courtiers, des enquêtes et procédures menées par les Organismes d'Auto-Réglementation (**OAR**) ainsi que des procédures civiles et pénales.

Le **chapitre 8** traite des modèles opérationnels qui ont été créés pour la clientèle privée, des produits qui sont offerts à cette clientèle et des stratégies qui sont mises en oeuvre en matière de service. On y traite aussi des différents services offerts et des principales sources de revenu, de même que des principaux secteurs de risque dans les services à la clientèle privée.

Le **chapitre 9** retrace l'origine et l'essor du courtage à commissions réduites et décrit les différents modèles d'entreprise associés à cette sphère d'activité. On y expose aussi les risques correspondants ainsi que les principales sources de revenu, de même que les principaux facteurs de réussite dans le secteur du courtage à commissions réduites.

Le **chapitre 10** traite des diverses fonctions d'une banque d'investissement ainsi que des principaux risques rattachés à ces activités. On y décrit en outre les tendances majeures et les principaux enjeux du secteur des banques d'investissement.

Le **chapitre 11** expose les exigences de capital auxquelles doivent satisfaire les courtiers membres d' autorité des Marchés financiers. Divers concepts y sont abordés, notamment : le capital régularisé en fonction du risque, le système du signal précurseur et les diverses sanctions qui peuvent être infligées à un courtier membre qui ne se conforme pas aux exigences.

Le **chapitre 12** décrit le processus de prise ferme des placements privés et des appels publics à l'épargne. On y traite notamment des différentes obligations d'information ainsi que des placements effectués sous le régime du prospectus simplifié et du prospectus préalable. Ce chapitre explique aussi en quoi consiste le régime de passeport et les critères que doit respecter un courtier membre pour faire inscrire et maintenir ses titres à la cote d'une bourse.

© AFRITI PROJECT INVESTMENT INSTITUTE® 2018 (APII)®